

[Accueil](#) > Étude de cas n° 5 – droit commercial – responsabilité – Lituanie

## Étude de cas n° 5 – droit commercial – responsabilité – Lituanie

### Frais en Lituanie

#### Frais afférents aux instances, aux appels et autres modes de résolution des litiges

Étude de cas	Instance			Appels		
	Frais d'instance initiaux	Frais d'acte	Autres frais	Frais d'instance initiaux	Frais d'acte	Autres frais
			Les frais d'instance: 1) l'inspection d'un lieu; 2) la perquisition du défendeur; 3) la notification de documents de			Les frais d'instance: 1) l'inspection d'un lieu; 2) la perquisition du défendeur; 3) la notification de documents de
	Droit de timbre de 3 %, avec un minimum de 50 litas (en réalité, lorsque la demande ne dépasse pas 100 000 litas ou 29 000 euros)	Les participants à une procédure paient 10 litas pour une copie d'un document de procédure et 1 litas pour chaque page.	procédure; 4) l'exécution de la décision judiciaire; 5) le remboursement du travail du curateur; 6) les autres frais nécessaires et raisonnables	Droit de timbre à 3 %, mais pas moins de 50 litas (en réalité, lorsque la demande ne dépasse pas 100 000 litas ou 29 000 euros)	Les participants à une procédure paient 10 litas pour une copie d'un document de procédure et 1 litas pour chaque page.	procédure; 4) l'exécution de la décision judiciaire; 5) le remboursement du travail du curateur; 6) les autres frais nécessaires et raisonnables

#### Frais d'avocats, d'huissiers et d'experts

##### Étude de cas Avocat

	La représentation est-elle obligatoire?	Coût moyen
Cas A	La représentation par un avocat n'est pas obligatoire	Voir la section sur la réglementation des honoraires des professions juridiques ci-dessus
Cas B		

##### Étude de cas Huissier de justice

##### Expert

		Frais antérieurs	Frais postérieurs à la décision de justice	Le recours à l'expert est-il obligatoire?	Coût
Le recours à l'huissier est-il obligatoire?		à la décision de justice	Non. Les huissiers n'interviennent qu'après l'émission de titres exécutoires Coûts de l'exécution: 1) 600 litas si la dette s'élève de 50 000 litas (env. 15 000 euros) à 100 000 litas (env. 29 000 euros); et 6% (avec un minimum de 4 000 litas) du montant de la dette exécutée pour la rétribution de l'huissier et les autres frais d'exécution, en fonction du type d'exécution et du montant des actions d'exécution; 2) la rétribution de l'huissier dépend du montant de la dette.	La cour ou le tribunal peut désigner un expert ou une expertise pour des questions qui nécessitent des connaissances spéciales en sciences, en médecine, en art, en ingénierie ou en artisanat, suivant l'avis des parties à la procédure.	Une caution d'un montant fixé par la juridiction doit être payée par la partie qui demande l'expertise. Le gouvernement ou une institution autorisée définit les dépenses maximales. La cour ou le tribunal impute le paiement des frais de justice encourus par la partie gagnante à la partie adverse, même si cette dernière est exemptée du paiement des frais de justice qui sont supportés par le budget de l'État.
Cas A	Non	Non			
Cas B	Non	Non	Idem que dans le cas A		

## Frais d'indemnisation de témoins, gage ou caution et autres frais

Étude de cas	Indemnisation de témoins	Coût	Gage ou caution Ce dispositif existe-t-il et quand y a-t-on recours?	Coût
	Les témoins sont-ils indemnisés?			La juridiction doit tenir compte de la situation matérielle de la partie qui doit supporter ces coûts. Le montant dépend de la nature de l'action procédurale et ne peut pas dépasser 100 000 litas.
Cas A	Oui, les montants versés aux témoins sont ajoutés aux frais d'instance	Voir la section relative aux honoraires des experts ci-dessus.	Voir la section relative aux honoraires des experts ci-dessus.	

Étude de cas	Autres frais Description	Coût

<p>Cas A</p> <p>Cas B</p>	<p>Les autres frais comprennent: 1) l'inspection d'un lieu; 2) la perquisition du défendeur; 3) la notification de documents de procédure; 4) l'exécution de la décision judiciaire; 5) le remboursement du travail du curateur; 6) les autres frais nécessaires et raisonnables</p>	<p>Voir la section relative aux honoraires des experts ci-dessus. Les dépenses relatives à la perquisition du défendeur doivent être imputées à la partie qui l'a réclamée ou à la juridiction.</p> <p>Voir la section relative aux honoraires des huissiers. Un tuteur a le droit de recevoir une rémunération pour représentation, conformément aux tarifs et à la procédure définis par le gouvernement ou son institution autorisée. Les frais de représentation sont supportés par la partie à l'initiative de laquelle le tuteur est désigné et qui doit payer à l'avance ses frais de représentation</p>
---------------------------	--	---

### Coût de l'aide juridictionnelle et autres remboursements

<p>Étude de cas</p> <p>Cas A</p> <p>Cas B</p>	<p>Aide juridictionnelle</p> <p>Où et dans quelles conditions est-elle applicable?</p> <p>L'aide primaire peut être réclamée comme indiqué dans la section relative à l'aide juridictionnelle ci-dessus. L'aide secondaire peut être accordée dans les conditions définies dans la section relative à l'aide juridictionnelle ci-dessus.</p> <p>Idem que dans le cas A</p>	<p>Quand l'aide est-elle totale?</p> <p>L'État garantit 100% des coûts liés à l'aide juridictionnelle primaire. Les coûts de l'aide juridictionnelle secondaire tiennent compte du patrimoine et des revenus de la personne (voir la section relative à l'aide juridictionnelle ci-dessus)</p> <p>Idem que dans le cas A</p>	<p>Conditions?</p> <p>Les personnes qui souhaitent bénéficier de l'aide juridictionnelle primaire peuvent en faire la demande auprès de l'institution exécutive d'une municipalité, en fonction du lieu de résidence déclaré.</p> <p>Les personnes qui souhaitent bénéficier de l'aide juridictionnelle secondaire doivent en faire la demande, accompagnée des pièces justifiant la demande et attestant l'éligibilité à l'aide juridictionnelle secondaire.</p> <p>Idem que dans le cas A</p>
---	--	--	---

<p>Étude de cas</p> <p>Cas A</p> <p>Cas B</p>	<p>Remboursement</p> <p>La partie gagnante peut-elle obtenir le remboursement des frais de procédure?</p> <p>Quels frais ne sont jamais remboursés?</p>	<p>Existe-t-il des cas dans lesquels l'aide juridictionnelle devrait être remboursée à l'organisme qui l'a apportée?</p>
---	---	--

Étude  
de cas Remboursement

Lorsque la fourniture de l'aide juridictionnelle secondaire prend fin pour les raisons visées à l'article 23, paragraphe 1, points 1, 2 et 6, de la loi. Les coûts peuvent être recouverts auprès de la personne à qui l'aide a été accordée conformément à la procédure définie par la loi. Lorsque des prestations d'assurance sont versées après paiement des frais, les coûts de l'aide juridictionnelle secondaire doivent être reversés au budget de l'État dans un délai d'un mois à compter du paiement des prestations de l'assurance, conformément à la procédure définie par le ministre de la justice. Si une personne ne reverse pas ces coûts, ils doivent être recouverts selon la procédure légale.

Lorsque l'aide juridictionnelle secondaire a été accordée (article 12, point 6, de la loi), mais que les circonstances changent (article 11, paragraphe 2, point 1), la personne doit rembourser le montant de l'aide juridictionnelle secondaire à l'État, dans les délais impartis par le service compétent. Si elle ne le fait pas, les frais seront recouverts selon la procédure légale applicable.

Lorsqu'une aide juridictionnelle secondaire de 50 % est fournie et qu'un demandeur ne paie pas sa part de 50% des frais de la procédure civile ou administrative dans les délais impartis, l'affaire peut se terminer sans que le juge ne se prononce sur le bien-fondé de l'affaire, et le demandeur doit rembourser les coûts de l'aide juridictionnelle secondaire dans les délais impartis par le service compétent. L'État sera représenté par le service de l'aide juridictionnelle.

Cas A La partie gagnante peut se faire rembourser les frais de procédure par la partie perdante.

Cas B Idem que dans le cas A

Les frais de l'aide juridictionnelle garantie par l'État ne peuvent pas couvrir les frais que la juridiction impute à la partie perdante ni les frais encourus dans le cadre de l'exécution.

Idem que dans le cas A

## Frais de traduction et d'interprétation

Étude  
de cas Traduction  
Quand et à  
quelles conditions  
est-elle  
nécessaire?

Coût approximatif?

Interprétation

Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?

Coût approximatif?

	Une partie dont les documents de procédure doivent être traduits dans une langue étrangère doit payer à l'avance une caution pour un montant défini par la cour ou le tribunal afin de couvrir les frais d'instance. Si les deux parties adressent la même demande, elles verseront la caution à parts égales.		
Tous les documents de procédure et leurs annexes doivent être soumis à la juridiction dans la langue officielle de l'État.		Les personnes qui ne parlent pas la langue officielle se voient garantir le droit à des services d'interprétation/traduction durant la procédure.	La cour ou le tribunal doit payer les traducteurs/interprètes sur les fonds du budget de l'État.
Cas A	Idem que dans la situation nationale	Idem que dans la situation nationale	Idem que dans la situation nationale
Cas B	Idem que dans la situation nationale	Idem que dans la situation nationale	Idem que dans la situation nationale

■ Dernière mise à jour: 01/05/2010

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.